



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale et de la  
Protection des Populations (DDCSPP)

Pôle Vétérinaire  
Service installations classées pour la  
protection de l'environnement

Chambéry, le **05 MARS 2021**

**Arrêté préfectoral  
portant mise en demeure**

**Société AXIA  
Commune d'Essert-Blay**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7 et L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 3 février 2021 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 3 février 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021, il a été constaté des stocks de déchets industriels banals (DIB) et de déchets de plastiques dépassaient largement les limites fixées à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le surstockage de déchets combustibles est de nature à augmenter les risques et les conséquences des incendies ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de ramener rapidement les volumes de déchets de plastiques et DIB stockés aux volumes autorisés et, pour ce faire, de suspendre provisoirement les apports de ces mêmes déchets, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, et de renforcer les évacuations ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021, il a été constaté que la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux prévue à l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 susvisé n'était pas assurée, compte tenu de l'entreposage d'un volume important de gravats ;

**CONSIDÉRANT** que l'encombrement de la voie de circulation autour du hangar limite les possibilités d'action des services de secours en cas d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement pour rétablir rapidement cette voie de circulation ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2021, il a été constaté la présence et le fonctionnement d'un broyeur de déchets de bois relevant de la rubrique 2791 de la nomenclature, sans que cette installation ne soit autorisée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que cette installation génère des nuisances et des risques non décrits dans le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement pour régulariser la situation de cette installation ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de :

a) Évacuer, avant le 15 mars 2021, l'excédent de déchets de plastiques et de DIB présent sur le site jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, soit :

- déchets de plastiques : 100 m<sup>3</sup>
- DIB : 1100 m<sup>3</sup>

Dans l'attente de l'atteinte des niveaux de stockage autorisés, l'exploitant suspend l'apport de déchets de plastiques et de DIB.

b) Rétablir, sous 24 heures, la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux prévue à l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;

c) Régulariser la situation administrative du broyeur de déchets de bois :

- ° soit en cessant définitivement l'activité de broyage de déchets de bois et en retirant le broyeur du site ;
- ° soit en déposant un dossier de porter à connaissance des modifications apportées à l'établissement, dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Ce dossier précisera notamment :

- la capacité maximale de traitement du broyeur (en t/j) ;
- le type de déchets de bois broyés sur le site (selon le référentiel ADEME en vigueur) ;
- la destination des déchets de bois broyés ;
- les impacts environnementaux et nuisances de cette installation (poussières, bruit, etc.) et les dispositions prises ou prévues pour les limiter ;
- les risques présentés par cette installation (incendie notamment) et les dispositions prises ou prévues pour les limiter.

Les délais pour respecter ce point de la mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de quinze jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.
- Dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation définitive de l'activité de broyage de déchets de bois, le broyeur devra être retiré du site dans un délai de 3 semaines ;
- Dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, celui-ci devra être déposé dans un délai de 2 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

## **Article 3 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai, prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

## **Article 4 : Notification et publicité**

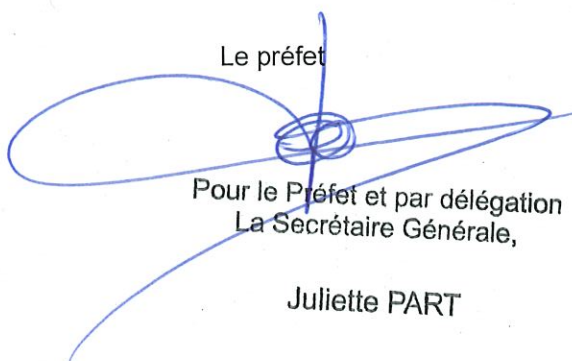
Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire d'Essert-Blay.

Le préfet



Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART